ÉTIENNE FRANÇOIS

L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE

L'importance des discours sur le passé

I

Que la question qui nous réunit aujourd'hui soit une question d'une brûlante actualité, un bref regard porté sur quelques événements récents du printemps 2007 suffit à s'en convaincre. En France, les observateurs ont en mémoire les derniers échos d'une campagne électorale dans laquelle Nicolas Sarkozy, encore candidat, affirmait avec force que »la France n'a pas à rougir de son histoire; elle n'a pas commis de génocide«, faisait part de sa volonté de »re-mettre la France à l'honneur« et dénonçait »la repentance, mode exécration à laquelle je vous demande de tourner le dos«. Mais pour tranchées qu'elles aient été, ces prises de position ne se comprennent que replacées dans le contexte plus général du débat autour des »lois mémorielles« suscité par la loi du 23 février 2005 établissant que les programmes de recherches devaient accorder la place qu'elle méritait à l'histoire de la présence française outre-mer et que les programmes scolaires devaient en reconnaître le rôle positif¹.

En Allemagne, par-delà le débat permanent autour du nazisme et du génocide, d'une part, et de la Seconde Guerre mondiale et des souffrances vécues par les Allemands d'autre part (avec en particulier les controverses récurrentes sur la mémoire de l'exode et de l'exil – »Flucht und Vertreibung«)², un nouveau débat prend une importance croissante, le débat autour de 1968. Celui-ci, qui a pour point de départ l'éventuelle grâce à accorder aux derniers membres de la Rote Armee Fraktion, renvoie lui-même à une double interrogation qui divise l'opinion comme la classe politique: d'un côté la question de savoir ce qui, de la grâce ou de la justice, doit l'emporter, et de l'autre la question de savoir si 1968 et la dérive terroriste qui l'a suivi appartiennent au passé et peuvent de ce fait être historisés, ou au contraire s'ils représentent toujours un passé présent³.

¹ Voir à titre d'introduction le numéro spécial de la revue de la Documentation française: Regards sur l'actualité. L'État et les mémoires, n° 325, novembre 2006; René RÉMOND, Quand l'État se mêle d'histoire, Paris 2006.

² Marie-Bénédicte VINCENT (dir.), La dénazification, Paris 2008.

³ Ces débats ont servi de point de départ au dernier roman de Bernhard SCHLINK, Das Wochenende, Zurich 2008. Si l'on en croit par ailleurs les parutions récentes, tout laisse à penser que la quête allemande de la »Vergangenheitsbewältigung« en est arrivée à 1968, comme le remarquait Franziska Augstein. Voir à cet égard Götz ALY, Unser Kampf 1968, Francfort/M. 2008; Norbert FREI, 1968, Munich 2008.

En Pologne, deux débats sont au premier plan de l'actualité: d'un côté l'irritation de larges secteurs de l'opinion publique face aux projets de construction en Allemagne d'un «centre contre les expulsions», et surtout, de l'autre, l'initiative prise par la majorité au pouvoir, représentée par les frères Kaczynski, de promouvoir une rupture en profondeur avec le passé communiste du pays par l'intermédiaire d'une «lustration» qui concernerait entre 400 000 et 700 000 personnes. Or cette initiative, loin de réunir derrière elle la majorité de l'opinion publique, débouche au contraire sur une discussion d'une rare intensité impliquant jusqu'aux plus hautes autorités du pays – jusqu'à la prise de position du tribunal constitutionnel, qui invalide la majorité des articles de la loi de «lustration».

En Estonie, la décision prise par les autorités municipales de Tallin de déplacer la statue monumentale érigée au centre de la ville à la mémoire des soldats soviétiques oppose en un conflit insoluble et lui aussi passionné Russes et Baltes, avec leurs mémoires antagonistes et inconciliables. Et ce même conflit n'est qu'un des multiples exemples des débats divisant les opinions publiques des pays d'Europe centrale et orientale autour de la question de la mémoire du communisme et du nazisme⁴.

En Espagne, enfin, le pacte d'oubli conclu après la mort de Franco en 1975 est remis progressivement en cause par l'expression publique de plus en plus affirmée d'une mémoire républicaine de la guerre civile tandis que la nouvelle majorité socialiste, conduite par José Luis Zapatero, élabore un projet de «loi sur la mémoire», qui, loin de conduire à un nouveau consensus, semble plutôt aviver l'intensité du débat et radicaliser les positions en présence.

Un double constat ressort de ce rapide survol de l'actualité du printemps 2007. D'un côté, il met en évidence la très forte présence du passé dans nos sociétés; l'actualité de la thématique de l'oubli et du pardon, mais aussi le potentiel explosif des débats liés à ces questions. Car les enjeux en profondeur de ces débats sont avant tout politiques, éthiques et philosophiques; engageant les subjectivités personnelles et collectives, ils mobilisent de larges secteurs des opinions publiques et sont marqués par une dimension affective très forte. À chaque fois, on sent bien qu'en abordant ces thèmes on touche à des représentations, des valeurs et des affects fondateurs de communauté et d'identité – qu'il s'agisse de l'identité d'un groupe, d'une collectivité, d'une nation ou d'une famille idéologique et religieuse. D'un autre côté, ce survol permet de constater l'extrême variété des protagonistes prenant part au débat – politiques, publicistes, juges, journalistes, porte-parole de groupes ou de communautés, témoins⁵ –, mais aussi des lieux où l'on débat – parlements,

⁴ Emmanuel DROIT, *Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie*, dans: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 94 (avril-juin 2007), p. 101-120; Georges MINK, Laure NEUMAYER (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris 2007.

⁵ Annette WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, Paris 1998.

tribunaux, presse, télévision, rue, salles de meeting, etc. Dans ces débats, qui plus est, la place des historiens de métier est au total marginale. Sollicités par les uns et les autres pour dire »la« vérité, ils ne sont que des protagonistes parmi d'autres, et s'il arrive que certains – tel Bronislaw Geremek en Pologne – jouent un rôle de premier plan, cela tient moins à leur compétence scientifique et universitaire qu'au fait qu'ils sont également des hommes politiques et des autorités morales reconnues⁶.

Dans de telles conditions, le présent exposé ne saurait avoir d'autre ambition que d'aider à comprendre la complexité des enjeux, en recourant pour cela à quelques exemples contextualisés, mais sans aucune prétention à apporter de réponse à des questions qui sont par définition ouvertes et controversées. Une fois de plus, en effet, se vérifie l'adage selon lequel la seule leçon que l'on puisse tirer de l'histoire est précisément le fait qu'il n'y a pas de leçons de l'histoire⁷.

II

D'où la nécessité, avant de rentrer plus avant dans le sujet, de commencer par essayer de prendre la mesure des réalités de notre temps en observant comment nos sociétés se situent aujourd'hui face à leurs passés. Trois rapides observations aideront à cet égard à planter le décor.

La première observation a trait à l'extraordinaire valorisation de la mémoire, que l'on constate un peu partout. Érigée au rang d'impératif catégorique de nos sociétés sécularisées, la devise du Québec »Je me souviens«⁸ a fait place à un autre impératif: »N'oublions pas«. Il s'agit là d'un fait transnational de grande ampleur que tous les observateurs s'accordent à reconnaître, qu'ils parlent comme Pierre Nora de l'entrée dans »L'ère de la commémoration«⁹, comme Henry Rouso de la »hantise du passé«¹⁰ – ou comme Aleida Assmann et Ute Frevert de la »Vergangenheitsbesessenheit«¹¹.

⁶ Pour plus de précisions, je me permets de renvoyer à mon article, *Die späte Debatte um das Vichy-Regime und den Algerienkrieg in Frankreich*, dans: Martin SABBROW, Ralph JESSEN, Klaus GROSSE-KRACHT (dir.), *Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945*, Munich 2003, p. 264–287.

⁷ François HARTOG, Jacques REVEL (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris 2001.

⁸ Jocelyn LETOURNEAU, *Passer à l'avenir. Histoire, mémoire, identité dans le Québec d'aujourd'hui*, Montréal 2000.

⁹ Pierre NORA, *L'ère de la commémoration*, dans: ID. (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. III, *Les France*, vol. 3: *De l'archive à l'emblème*, Paris 1992, p. 976–1012.

¹⁰ Henry ROUSSO, *La hantise du passé, entretien avec Philippe Petit*, Paris 1998.

¹¹ Aleida ASSMANN, Ute FREVERT, *Geschichtsvergessenheit – Geschichtsversessenheit. Vom Umgang mit deutschen Vergangenheiten nach 1945*, Stuttgart 1999.

La seconde observation, qui n'est rien d'autre que le symétrique inversé de la précédente, est le discrédit porté sur l'oubli. Connoté négativement, l'oubli est présenté comme un danger et un adversaire contre lequel on ne saurait assez lutter. Ce refus décidé est au reste d'autant plus significatif qu'il est à l'opposé de la dialectique du souvenir et de l'oubli – tous les spécialistes s'accordent à reconnaître que l'oubli est constitutif de la mémoire. Plus généralement, ce refus prend le contrepied de la nouvelle de Jorge Luis Borges sur le «mnémopathe» Funes («Il memorioso»), qui souffre de l'impossibilité d'oublier et de ce fait n'arrive pas à vivre¹², de l'éloge de l'oubli proclamé par Nietzsche comme marque des forts, mais aussi de l'observation de Renan disant dans son discours à la Sorbonne de 1882 que ce qui fonde une nation, ce ne sont pas seulement des souvenirs partagés en commun, mais aussi des oublis partagés. Parmi les nombreuses raisons qui peuvent rendre compte de ce discrédit aussi profond que récent porté sur l'oubli, deux me paraissent l'emporter: d'une part la formulation juridique, depuis les procès de Nuremberg, de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, notion depuis lors universellement reconnue et acceptée comme un impératif, et d'autre part la modification du rapport au temps de nos sociétés et l'importance croissante prise par ce que François Hartog a proposé d'appeler le «présentisme»¹³.

La troisième observation, enfin, est celle de la priorité donnée à la mémoire douloureuse au détriment de la mémoire glorieuse (journées du patrimoine) – et d'abord à la mémoire douloureuse du XX^e siècle. Plus que jamais se vérifie de ce point de vue ce que Renan constatait dans son discours de 1882, à savoir que le tragique est constitutif de la mémoire. Une des conséquences les plus importantes de cette évolution, elle-même liée au traumatisme de la Shoah, est la constitution de la victime en figure centrale de la mémoire. Par contraste avec les périodes dans lesquelles la figure centrale de la mémoire était le héros et le combattant – et donc la personne qui s'est volontairement offerte en sacrifice, acceptant par avance le risque de la mort et lui donnant de ce fait un sens –, de nos jours, la victime est identifiée à l'innocence. Transfigurée par l'injustice et la persécution dont elle a fait l'objet, elle acquiert par là même une aura particulière et des droits imprescriptibles – reconnaissance, statut spécifique, voire indemnisation¹⁴. Mais par un effet pervers, cette valorisation de la victime entraîne par contrecoup une dynamique de «concurrence des victimes» accentuée à la fois par la parcellarisation des

¹² Jorge Luis BORGES, Funes qui n'oubliait pas, dans: ID., *Fictions*, Paris 1957.

¹³ François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris 2003.

¹⁴ Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi, histoire, mémoire, politique*, Paris 2005; Aleida ASSMANN, *Der lange Schatten der Vergangenheit. Erinnerungskultur und Geschichtspolitik*, Munich 2006.

cultures mémorielles et l'internationalisation de la mémoire¹⁵. D'où l'insoluble conflit des mémoires que l'on peut observer un peu partout et que les politologues ont proposé d'appeler les »competing narratives«¹⁶.

III

Par derrière ces débats et évolutions, une question plus fondamentale se pose, celle, pour reprendre l'expression de Paul Ricoeur, de savoir s'il peut exister une »juste mémoire«, juste au triple sens du terme, c'est-à-dire une mémoire qui soit équitable, qui restaure la justice et rende en même temps justice aux personnes et aux communautés impliquées. Dans des situations nécessairement asymétriques, quelle justice, quelle mémoire et quel oubli faut-il pour sortir du conflit et trouver la voie de l'apaisement, de la réconciliation et du redémarrage?

Au sortir d'une situation de guerre, d'occupation étrangère, de guerre civile ou de révolution, les choses sont à première vue simples dans la mesure où les solutions offertes par le répertoire politique se ramènent à trois issues.

La première est celle de la logique du vainqueur, dans un affrontement binaire à la Carl Schmitt entre adversaires irréconciliables, que tout oppose et entre qui aucun langage commun ne peut être trouvé. Dans un tel contexte, la logique du vainqueur tient lieu de justice, et l'issue se réduit à l'écrasement, voire à l'élimination du vaincu, dans la mesure où ce dernier est identifié non seulement à l'injustice, mais plus profondément au mal. Toujours brutal, cet écrasement du vaincu, dans lequel les aspects de vengeance jouent un rôle non négligeable, s'exprime par les exécutions sommaires et les mises à mort après des simulacres de jugement, par des emprisonnements et des bannissements, des mises hors la loi, des privations de droit et des réductions au silence. C'est la logique que l'on a vu, par exemple, fonctionner dans l'Espagne de Franco, de 1939 à 1975¹⁷. Dans un tel contexte, le discours sur le passé est lui aussi binaire, avec d'un côté l'exaltation du vainqueur identifié au bien et à la justice et de l'autre une délégitimation complète du vaincu, qui va jusqu'à la *damnatio memoriae*. Le nom même du vaincu devient interdit, et tout est mis en œuvre, par l'intermédiaire d'une destruction matérielle, symbolique et mémorielle, pour effacer jusqu'aux dernières traces de son existence en le rayant des annales de l'histoire et en le bannissant de la mémoire collective.

¹⁵ Jean-Michel CHAUMONT, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris 1997.

¹⁶ Pour la France, voir le stimulant essai de Jean-Pierre RIOUX, *La France perd la mémoire. Comment un pays démissionne de son histoire*, Paris 2006.

¹⁷ Guy HERMET, *L'Espagne de Franco*, Paris 1974.

La deuxième issue – moins différente de la première qu'il n'y paraît – est celle de l'exercice de la justice dans une perspective de restauration du droit. C'est l'issue qui a été utilisée à Nuremberg, dans la France d'après la Libération¹⁸, mais aussi dans la majorité des pays sortis récemment d'une situation de dictature, qu'il s'agisse des pays d'Europe centrale et orientale au sortir du communisme ou des pays d'Amérique latine après les différentes expériences de dictature militaire¹⁹. Dans un tel processus, auquel les politologues donnent le nom de «transitional justice», l'instance déterminante est celle du droit et de l'autorité judiciaire²⁰. Sur la base du droit restauré, il s'agit de condamner ceux qui se sont rendus coupables de violation. Ces condamnations prennent le plus souvent la forme de privation de liberté, d'amende ou de privation de droits. Mais outre le fait qu'elles excluent le plus souvent la peine de mort, elles sont rendues en fonction de critères normatifs et universels qui sont ceux mêmes sur la base desquels l'ordre civil et l'État de droit sont rétablis. Lorsque les condamnés ont purgé leur peine, ils sont réintégrés dans la collectivité publique et civique. L'État de droit rétabli a par ailleurs toujours la possibilité d'avoir recours à la grâce, soit en faveur d'un individu (condamnation à mort de Pétain commuée en détention à perpétuité), soit en faveur d'un groupe de condamnés (amnistie). À la différence du modèle précédent, ce second modèle n'implique pas la négation totale de l'adversaire ni la *damnatio memoriae*. La procédure à laquelle il a recours de préférence est celle de la délégitimisation et de la criminalisation du régime précédent, de ses fondements et de ses décisions – qu'il s'agisse de la décision prise au lendemain de la Libération de déclarer le régime de Vichy «nul et non avenue» ou de celle prise au moment de la réunification allemande de qualifier le régime déchu de la RDA de «SED- ou DDR-Unrechtsstaat». Un tel contexte n'est pas exclusif de la présence de plusieurs discours sur le passé, mais les règles de la «compétition» qu'ils se livrent entre eux relèvent d'un ordre qui a été fixé par le parti vainqueur et qui de fait et de droit le place dans une situation avantageuse.

La troisième, enfin, est celle du compromis passé entre les anciens adversaires sur la base d'une fiction, à savoir le retour à la situation antérieure au conflit. Ces compromis, plus nombreux qu'on ne le croit, sont généralement passés soit dans une situation d'impasse, au terme d'un long conflit où chacun des deux adversaires est épuisé et hors d'état de l'emporter, soit dans une

¹⁸ Henry ROUSSO, Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire, Paris 2001; Marc-Olivier BARUCH (dir.), Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale, Paris 2003.

¹⁹ Pour le cas de l'Allemagne après 1989/1990, voir avant tout l'excellente étude de Guillaume MOURALIS, Une épuration allemande. La RDA en procès, 1949-2004, Paris 2008.

²⁰ Neil J. KRATZ (dir.), Transitional Justice. How Emerging Democracies Reckon with Former Regimes, 3 vol., Washington 1995; Petra BOCK, Vergangenheitspolitik im Systemwechsel, Berlin 2000.

situation de transition où les anciens détenteurs du pouvoir ne sont plus en état de l'exercer seuls, mais gardent néanmoins une position assez forte pour pouvoir imposer leurs conditions. Dans une telle issue, les deux règles d'or sont celles du silence et de l'amnistie. C'est la formule qui a prévalu aussi bien au sortir des guerres de religion en France, avec l'édit de Nantes en 1598²¹, que lors des traités de Westphalie qui en 1648 mettent fin à la guerre de Trente Ans et prévoient dans l'article II »l'oubli et l'amnistie perpétuels«²². Mais c'est également la formule qui a été pratiquée en Espagne après la mort de Franco pour assurer une transition pacifique vers la démocratie: le »pacte de silence« conclu alors entre les acteurs de la transition prévoit un effacement consensuel du passé au nom de la réconciliation nationale et accorde à tous les acteurs de la guerre civile et de l'après-guerre par la loi du 14 octobre 1977 une amnistie générale sans procès d'épuration ni commission de vérité et de justice²³. C'est enfin la formule qui été appliquée en Pologne, dans le prolongement de la déclaration de Lech Walesa proclamant dès 1988: »Nous sommes prêts à tout oublier«. Dans son discours d'investiture à la Chambre des députés le 24 août 1989, Tadeusz Mazowiecki précise ainsi la politique qu'il entend mener: »Le gouvernement que je viens de former n'est aucunement responsable des événements passés. Ceux-ci pèseront bien entendu sur notre action. Mais il nous faudra tirer un gros trait sur le passé. Nous ne serons pas responsables de ce que nous aurons fait pour sortir la Pologne de l'état de crise actuel. Je suis conscient que, pour mes compatriotes, la question la plus importante est aujourd'hui de savoir si l'avenir peut être meilleur«²⁴. Cette politique du trait tiré sur le passé, que l'on retrouve également dans le cas de l'Argentine, du Chili ou de l'Uruguay, n'est finalement rien d'autre qu'une politique d'amnistie et de silence sans justice.

IV

Dans chacune de ces trois issues, le silence tient une place essentielle, et cette place elle-même est liée à l'espoir que le silence – imposé ou consenti –

²¹ Olivier CHRISTIN, *La paix de religion. L'autonomisation de la raison politique au XVI^e siècle*, Paris 1997; Bernard COTTRET, 1598. *L'édit de Nantes*, Paris 1997; Michel GRANDJEAN, Bernard ROUSSEL (dir.), *Coexister dans l'intolérance. L'édit de Nantes (1598)*, Genève 1998.

²² Claire GANTET, *La paix de Westphalie. Une histoire sociale, XVII^e-XVIII^e siècles*, Paris 2001; David EL KENZ, Claire GANTET, *Guerres et paix de religion en Europe, XVI^e-XVII^e siècles*, Paris 2003.

²³ Paloma AGUILAR, *Memoria y olvido de la guerra civil española*, Madrid 1996.

²⁴ Déclaration de politique générale citée dans: MOURALIS, *Une épuration allemande* (voir n. 19), p. 12.

puisse à moyen terme se transformer en un oubli authentique et salutaire²⁵. Contrairement cependant à cet espoir, les exemples ne manquent pas de silences refusant de se transformer en oubli et débouchant à terme sur de nouvelles revendications, voire sur de nouveaux conflits. Car si le silence peut être imposé, voire consenti, l'oubli, lui, ne se décrète pas, et plus il est invoqué, moins il a de chances de se réaliser. D'autant que ce silence, surtout lorsqu'il est imposé, n'est rien d'autre qu'un déni de mémoire pour les vaincus. Comme le disait Walter Benjamin: «si les ennemis des morts sont victorieux, alors les morts eux-mêmes ne seront plus à l'abri de ces vainqueurs qui ne cessent de remporter des victoires»²⁶. Or cette mémoire empêchée (Paul Ricœur) ou interdite est elle-même souvent une mémoire de type traumatique, correspondant à ce que Marie-Claire Lavabre a proposé d'appeler le «poids du passé»²⁷, une mémoire menaçante, à la présence obsessionnelle et rétive à toute forme de réduction. Et comme le constatent aussi bien les politologues que les psychanalystes, si le passé ne passe pas, alors il n'y a ni présent ni avenir autres que la répétition du même passé et le «retour du refoulé». Certes, comme le reconnaît Paul Ricœur, «une société ne peut être indéfiniment en colère avec elle-même» et «une politique sensée n'est guère possible sans quelque chose comme une censure de la mémoire»²⁸. Mais d'un autre côté, rien n'est plus difficile, Harald Weinrich l'a bien montré, que l'«art de l'oubli»²⁹.

À l'impasse souvent représentée par le conflit entre l'impossible justice et l'impossible oubli le pardon peut offrir une issue. À la différence de la justice ou de l'oubli, le pardon relève d'un autre registre ou, pour parler comme Pascal, d'un autre «ordre», celui de la reconnaissance mutuelle et de l'amour. À ce titre, il représente, comme le faisait remarquer Hannah Arendt, un phénomène très rare dans la vie humaine. Concept avant tout religieux et moral, il est *a priori* étranger aux relations politiques³⁰. «Acte fou» qui interrompt le cours ordinaire de la temporalité, le pardon, à l'opposé de la justice, qui repose sur la réciprocité, repose, lui, sur le don gratuit. Il est de ce fait, pour reprendre une expression de Jacques Derrida, qui a consacré au pardon ses derniers écrits, un «acte hors norme sociale, hors finalité réconciliatrice, hors

²⁵ Nicole LORAUX, *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris 1997.

²⁶ Cité d'après Jacques EHRENFREUND, *Mémoire juive et nationalité allemande*, Paris 2000, p. 253.

²⁷ Marie-Claire LAVABRE, *Du poids et du choix du passé*, dans: Denis PESCHANSKI, Michael POLLAK, Henry ROUSSO (dir.), *Histoire politique et sciences sociales*, Paris 1991, p. 265–278.

²⁸ Paul RICŒUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris 2000, p. 651.

²⁹ Harald WEINRICH, *Lethé – Kunst und Kritik des Vergessens*, Munich 1997; Emmanuel TERRAY, *Face aux abus de mémoire*, Paris 2006.

³⁰ Sandrine LEFRANC, *Politiques du pardon*, Paris 2002.

quotidienneté, et donc étranger à la politique³¹. Un tel concept est aux antipodes de la notion juridique d'imprescriptibilité, et de ce fait pour beaucoup impossible à accepter: pour Vladimir Jankélévitch, «le pardon est mort dans les camps de la mort»³². Il repose en effet non seulement sur une reconnaissance réciproque, mais aussi sur la reconnaissance des souffrances de l'autre et l'acceptation d'une responsabilité partagée. Cette reconnaissance passe à son tour par un dépassement de l'opposition entre «ami» et «ennemi», par la mise en évidence d'une dépendance réciproque et finalement par la «mise en intrigue» d'un récit faisant place à l'ancien adversaire. Dans un tel récit, le passé n'est ni nié ni oublié, mais il cesse d'être un horizon indépassable pour devenir un passé partagé. Véritable pari sur l'avenir, il laisse «les morts enterrer les morts» et fait en sorte qu'Antigone puisse enterrer son frère avec le soutien de Créon³³. C'est le chemin qu'avaient proposé les évêques polonais aux évêques allemands en 1965 en leur offrant et en leur demandant en même temps le pardon³⁴. Mais c'est également la voie dans laquelle s'est engagée l'Afrique du Sud au sortir de l'apartheid avec la mise en place de la commission «Vérité et réconciliation», qui, en se proposant de dire et de faire la vérité, cherche une voie médiane entre l'impossible oubli et le strict exercice de la justice³⁵.

V

Qu'il s'agisse là d'un défi et d'une utopie est trop évident pour qu'il soit besoin de le souligner davantage. Mais pour utopique que soit ce défi, sa force n'en est pas moins de proposer une issue de vie et non une issue de mort, dans la mesure où, à l'opposé de la majorité des cas où le silence voire l'oubli ne vont pas de pair avec le pardon et ne sont rien d'autre qu'une seconde condamnation, ici l'oubli est la conséquence du pardon, d'un pardon offert gratuitement par celui qui a été lésé et qui, en décidant que l'offense subie appartient au passé, libère le présent et l'avenir du poids qu'elle faisait

³¹ Jacques DERRIDA, *Pardonner, l'impardonnable et l'imprescriptible*, Paris 2005; ID., *Le pardon*, Paris 2006.

³² Vladimir JANKELEVITCH, *L'imprescriptible*, Paris 1956; ID., *Le Pardon*, Paris 1967; ID., *Pardonner?*, Paris 1986. Voir également à ce sujet les remarques éclairantes de Paul RICŒUR dans: *La mémoire, l'histoire, l'oubli* (voir n. 28), p. 613, n. 19.

³³ Ces remarques s'appuient sur les recherches de Valérie-Barbara ROSOUX, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales*, Bruxelles 2001.

³⁴ Friedhelm BOLL (dir.), *«Wir gewähren Vergebung und bitten um Vergebung»: 40 Jahre deutsch-polnische Verständigung*, Bonn 2006.

³⁵ Stephen ELLIS, *Vérité sans réconciliation en Afrique du Sud*, dans: *Critique internationale* 5 (automne 1999), p. 125-137, et plus généralement: Sandrine LEFRANC, *Après le conflit, la réconciliation?*, Paris 2006.

peser sur eux. Certes le pardon est une catégorie avant tout morale et religieuse, mais, comme le remarque à juste titre Hannah Arendt, «le fait que cette catégorie ait d'abord été forgée dans un contexte religieux n'est pas une raison de ne pas la prendre au sérieux dans un contexte séculier». En particulier lorsque la justice, qui, elle, est une catégorie bien plus clairement politique, ne parvient plus à instaurer une solution politique viable.

C'est le message que l'on retrouve tout au long de l'Écriture. On le retrouve dans nombre des psaumes, en particulier dans ceux où le croyant s'adresse à Dieu pour le prier de ne pas l'oublier (ce qui serait la pire des condamnations), reconnaît sa faute, implore le pardon et forme le vœu que Dieu qui lui pardonne – passant ainsi de l'ordre de la justice à celui du pardon – oublie ensuite l'offense qui lui a été faite³⁶. Mais on le retrouve aussi dans de très nombreux passages des Évangiles, le plus connu étant celui relatant l'attitude de Jésus face à la femme adultère, où Jésus sauve cette dernière de la mort en disant à ceux qui, conformément à la justice, voulaient la lapider: «que celui qui n'a jamais péché lui jette la première pierre»; il nie d'autant moins la culpabilité de cette femme que cette dernière la reconnaît, mais pour autant il refuse de la condamner et lui donne, en l'incitant à ne plus pécher, la possibilité de commencer une nouvelle vie³⁷.

Dans sa pièce «Michael Kohlhaas», Heinrich von Kleist a proposé une des meilleures formulations de l'utopie à la fois inaccessible et indispensable représentée par le pardon. Faisant dialoguer ensemble Michael Kohlhaas, tellement obsédé par la poursuite de la justice qu'il s'enfonce dans une impasse, et Luther, à qui Kohlhaas avait demandé conseil, il met dans la bouche du Réformateur cette phrase par laquelle j'aimerais conclure ces remarques introductives: »Doch hättest Du nicht, alles wohl erwogen, besser getan, Du hättest, um Deines Erlösers willen, dem Junker vergeben?« (N'aurais-tu pas, tout bien pesé, mieux fait, en raison de ton Sauveur, de pardonner au Junker?)

³⁶ Pour ne citer que deux exemples: Psaume 24, »Souviens-toi de ta tendresse, Seigneur, de ton amour, car ils sont de toujours. Ne te souviens pas des égarements de ma jeunesse, mais de moi, en ton amour, souviens-toi. [...] À cause de ton nom, Seigneur, pardonne mes torts, car ils sont grands«. Psaume 31: »Ma faute, je te l'ai fait connaître; je n'ai point caché mon tort; j'ai dit: j'irai au Seigneur confesser ma faute. Et toi, tu as absous mon tort, pardonné mon péché«.

³⁷ Évangile selon saint Jean, VIII, 1–12. Sur la signification du pardon, voir en particulier les travaux de René GIRARD, *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Paris 1999; *Id.*, *Le sacrifice*, Paris 2003.